

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Points saillants

Déficit budgétaire de 116 millions de dollars en mai 2002

Le mois de mai 2002 s'est soldé par un déficit budgétaire de 116 millions de dollars, comparativement à un excédent de 3,2 milliards en mai 2001¹. Ce recul du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable d'abord au ralentissement économique mondial survenu en 2001, et plus particulièrement à son effet sur les bénéfices des sociétés et sur les marchés boursiers, d'où une nette augmentation des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés, sans compter une baisse substantielle des paiements effectués pour l'année d'imposition 2001 en règlement final de l'impôt sur le revenu des particuliers. Les recettes budgétaires pour le mois ont subi une baisse de 3 milliards par rapport à mai 2001, tandis que les dépenses totales étaient en hausse de 0,4 milliard, l'augmentation des dépenses de programmes étant contrebalancée en partie par des frais de la dette publique moins élevés.

Excédent budgétaire de 755 millions de dollars pour avril et mai 2002

L'excédent budgétaire pour avril et mai 2002 a été estimé à 755 millions de dollars, comparativement à l'excédent de 6,8 milliards déclaré pour la même période en 2001-2002. Cette baisse de l'excédent d'une année sur l'autre découle en grande partie des versements finals au titre de l'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition 2001, comme il est indiqué au paragraphe précédent. Cette situation était prévue, étant donné, d'une part, les formidables gains en capital nets enregistrés pour l'année d'imposition 2000, qui avaient donné lieu à des versements finals records au titre de l'impôt sur le revenu en avril et en mai 2001, et d'autre part le fléchissement des marchés boursiers en 2001, ce qui a entraîné une hausse des remboursements et une baisse des paiements de règlement en avril et en mai 2002.

¹ Certains problèmes touchant les systèmes au regard de l'impôt sur le revenu des particuliers et des remboursements de la taxe sur les produits et services ont eu une incidence sur les recettes budgétaires enregistrées d'avril à juin 2001. Cela a donné lieu à une surestimation de l'excédent budgétaire d'avril 2001 et à une sous-estimation de ceux de mai et de juin, sans toutefois que les résultats définitifs pour l'exercice s'en ressentent. Au départ, le montant de l'excédent de mai 2001 était estimé à 2,9 milliards de dollars.

Résultats budgétaires en mai 2002

Les recettes budgétaires ont diminué de 3 milliards de dollars, soit 18,8 %, en mai 2002 par rapport à l'année précédente. Toutes les composantes ont connu une baisse, exception faite des taxes et droits d'accise.

- Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 2,3 milliards de dollars (29,6 %), car l'augmentation des remboursements et la diminution des paiements de règlement pour l'année d'imposition 2001

l'ont emporté sur la hausse des retenues au titre de l'assurance-emploi. Cette baisse tient surtout à la diminution des gains en capital nets en 2001, ces gains ayant été extrêmement élevés en 2000.

- Les recettes tirées de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 0,7 milliard (30,3 %), principalement en raison d'une augmentation des remboursements au titre de l'impôt payé en trop lors d'années antérieures. Cette situation reflète le fléchissement des bénéfices des sociétés en 2001.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

| | mai | | d'avril à mai | |
|--|--------|--------|---------------|-----------|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | (M\$) | | | |
| Opérations budgétaires | | | | |
| Recettes | 15 798 | 12 829 | 31 924 | 26 604 |
| Dépenses de programmes | -9 144 | -9 977 | -18 370 | -20 006 |
| Solde de fonctionnement | 6 654 | 2 852 | 13 554 | 6 598 |
| Frais de la dette publique | -3 405 | -2 968 | -6 794 | -5 843 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 3 249 | -116 | 6 760 | 755 |
| Opérations non budgétaires | 1 489 | 856 | -2 462 | -4 699 |
| Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues) | 4 738 | 740 | 4 298 | -3 944 |
| Opérations de change | -295 | 20 | -137 | -648 |
| Solde financier net | 4 443 | 760 | 4 161 | -4 592 |
| Variation nette des emprunts | -883 | 6 438 | -813 | 5 498 |
| Variation nette de l'encaisse | 3 560 | 7 198 | 3 348 | 906 |
| Encaisse à la fin de la période | | | 16 530 | 12 856 |

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations établies pour avril et mai 2001 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées à peu près inchangées, la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,25 \$ en 2001) étant contrebalancée par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations.
- Les recettes associées aux taxes et droits d'accise ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 4,6 %. Cette hausse tient pour l'essentiel à l'augmentation des taxes et droits d'accise sur les produits du tabac.
- Les recettes non fiscales ont régressé; cela tient surtout au moment où ces recettes sont perçues.

Considérées d'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 9,1 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 10,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,8 %, ce qui découle de l'augmentation du nombre de personnes ayant droit aux prestations et de la majoration des prestations moyennes,

lesquelles sont indexées en fonction de l'inflation. L'augmentation de 22,2 % des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, à la suite de l'augmentation du nombre de bénéficiaires, et aux améliorations apportées au programme.

- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont crû de 6,1 %, en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des transferts fiscaux. La majoration des transferts au titre du TCSPS fait suite à l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 en vue de faire passer le financement de base de 17,3 milliards en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003. Enfin, la hausse des transferts fiscaux est attribuable à une augmentation des droits à péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, soit la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 9,8 %. Les subventions et autres paiements de transfert ont diminué de 15,6 %, tandis que les paiements

Tableau 2

Recettes budgétaires

| | mai | | variation | d'avril à mai | | variation |
|--|--------|--------|-----------|---------------|-----------|-----------|
| | 2001 | 2002 | | 2001-2002 | 2002-2003 | |
| | (M\$) | (M\$) | (%) | (M\$) | (M\$) | (%) |
| Impôts sur le revenu | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 7 639 | 5 376 | -29,6 | 16 178 | 11 810 | -27,0 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 2 373 | 1 654 | -30,3 | 4 519 | 3 146 | -30,4 |
| Autres | 305 | 232 | -23,9 | 670 | 564 | -15,8 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 10 317 | 7 262 | -29,6 | 21 367 | 15 520 | -27,4 |
| Cotisations d'assurance-emploi | 1 770 | 1 751 | -1,1 | 3 579 | 3 511 | -1,9 |
| Taxes et droits d'accise | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 2 127 | 2 181 | 2,5 | 3 830 | 4 332 | 13,1 |
| Droits de douane à l'importation | 226 | 231 | 2,2 | 395 | 488 | 23,5 |
| Taxes de vente et d'accise | 736 | 819 | 11,3 | 1 382 | 1 524 | 10,3 |
| Total des taxes et droits d'accise | 3 089 | 3 231 | 4,6 | 5 607 | 6 344 | 13,1 |
| Total des recettes fiscales | 15 176 | 12 244 | -19,3 | 30 553 | 25 375 | -16,9 |
| Recettes non fiscales | 622 | 585 | -5,8 | 1 371 | 1 229 | -10,4 |
| Total des recettes budgétaires | 15 798 | 12 829 | -18,8 | 31 924 | 26 604 | -16,7 |

aux sociétés d'État, les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital ont augmenté nettement. Les variations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des versements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 12,8 % d'une année sur l'autre, et ce, en raison uniquement de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen, étant donné que l'encours de la dette portant intérêt a légèrement augmenté.

Résultats budgétaires en avril et mai 2002

L'excédent budgétaire estimatif pour les deux premiers mois de l'exercice 2002-2003 est de 755 millions de dollars, en baisse de 6 milliards par rapport à l'excédent de 6,8 milliards pour la même période en 2001-2002. Cette baisse, qui était attendue, s'explique par la baisse des recettes budgétaires, qui tient surtout à certains facteurs observés au cours de l'année d'imposition 2001, et à la hausse des dépenses de programmes. À l'opposé, les frais de la dette publique ont diminué.

Les recettes budgétaires ont baissé de 5,3 milliards de dollars (16,7 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 4,4 milliards, soit 27 %. La quasi-totalité de cette baisse est due à des versements finals plus bas et à des remboursements plus élevés relativement à l'année d'imposition 2001, du fait de la faiblesse de l'activité économique en 2001, ce qui a eu des répercussions sur les marchés boursiers ainsi que sur les gains en capital nets. Il faut toutefois remarquer que les résultats enregistrés pour la même période en 2001 ont été la conséquence des formidables gains enregistrés sur les marchés boursiers en 2000, qui ont donné lieu à des paiements de règlement d'impôt records en avril et mai 2001. Les résultats obtenus jusqu'ici s'expliquent également par l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

| | mai | | | d'avril à mai | | |
|---|--------|--------|-----------|---------------|-----------|-----------|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M\$) | | (%) | (M\$) | | (%) |
| Paiements de transfert | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | |
| Prestations aux aînés | 2 091 | 2 212 | 5,8 | 4 154 | 4 377 | 5,4 |
| Prestations d'assurance-emploi | 875 | 1 069 | 22,2 | 1 988 | 2 471 | 24,3 |
| Total | 2 966 | 3 281 | 10,6 | 6 142 | 6 848 | 11,5 |
| Autres ordres de gouvernement | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 442 | 1 550 | 7,5 | 2 883 | 3 100 | 7,5 |
| Transferts fiscaux | 1 117 | 1 164 | 4,2 | 2 041 | 2 040 | 0,0 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -200 | -210 | 5,0 | -400 | -420 | 5,0 |
| Total | 2 359 | 2 504 | 6,1 | 4 524 | 4 720 | 4,3 |
| Dépenses de programmes directes | | | | | | |
| Subventions et autres programmes | | | | | | |
| Agriculture | 192 | 40 | -79,2 | 230 | 57 | -75,2 |
| Affaires étrangères | 62 | 86 | 38,7 | 184 | 125 | -32,1 |
| Santé | 188 | 132 | -29,8 | 198 | 242 | 22,2 |
| Développement des ressources humaines | 127 | 111 | -12,6 | 152 | 181 | 19,1 |
| Affaires indiennes et du Nord | 225 | 253 | 12,4 | 916 | 862 | -5,9 |
| Industrie et développement régional | 40 | 59 | 47,5 | 152 | 168 | 10,5 |
| Anciens combattants | 124 | 138 | 11,3 | 242 | 281 | 16,1 |
| Autres | 181 | 142 | -21,5 | 490 | 302 | -38,4 |
| Total | 1 139 | 961 | -15,6 | 2 564 | 2 218 | -13,5 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | | | | |
| Société Radio-Canada | 40 | 76 | 90,0 | 240 | 258 | 7,5 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 158 | 159 | 0,6 | 316 | 330 | 4,4 |
| Autres | 106 | 134 | 26,4 | 329 | 360 | 9,4 |
| Total | 304 | 369 | 21,4 | 885 | 948 | 7,1 |
| Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital | | | | | | |
| Défense | 502 | 796 | 58,6 | 1 007 | 1 377 | 36,7 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 1 874 | 2 066 | 10,2 | 3 248 | 3 895 | 19,9 |
| Total | 2 376 | 2 862 | 20,5 | 4 255 | 5 272 | 23,9 |
| Total des dépenses de programmes directes | 3 819 | 4 192 | 9,8 | 7 704 | 8 438 | 9,5 |
| Total des dépenses de programmes | 9 144 | 9 977 | 9,1 | 18 370 | 20 006 | 8,9 |
| Frais de la dette publique | 3 405 | 2 968 | -12,8 | 6 794 | 5 843 | -14,0 |
| Total des dépenses budgétaires | 12 549 | 12 945 | 3,2 | 25 164 | 25 849 | 2,7 |
| Poste pour mémoire : | | | | | | |
| total des transferts | 6 464 | 6 746 | 4,4 | 13 230 | 13 786 | 4,2 |

- Les recettes fiscales sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 1,4 milliard (30,4 %), surtout en raison des remboursements plus élevés découlant de l'impôt versé lors d'années antérieures. De plus, les acomptes provisionnels versés chaque mois sont plus bas, car ils sont calculés d'après les obligations fiscales pour 2001, année où les bénéfices des sociétés ont chuté.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont connu une faible baisse, attribuable essentiellement à la diminution des taux de cotisation en 2002.
- Les recettes liées aux taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,7 milliard (13,1 %), surtout en raison des droits de douane à l'importation plus élevés et de la hausse des taxes et droits d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 10,4 %.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,6 milliard (8,9 %) en avril et mai 2002 par rapport à la même période l'année précédente.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 11,5 %, reflétant à la fois les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi.
- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont augmenté de 4,3 % en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS. Par contre, les droits dans le cadre des programmes de transferts fiscaux sont demeurés à peu près inchangés, ce qui tient surtout au calendrier prévu pour les paiements.
- Les dépenses de programmes directes, soit l'ensemble des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 9,5 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante tient en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1 milliard (14 %) en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette.

Besoins financiers de 3,9 milliards de dollars (opérations de change exclues) en avril et mai 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont contractées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire en ce sens qu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,7 milliards de dollars au cours des deux premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 2,5 milliards pour la même période en 2001-2002.

De ce fait, si l'on considère l'excédent budgétaire de 0,8 milliard et les besoins nets de 4,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril et mai 2002 s'est soldée par des besoins financiers (opérations de change exclues) de 3,9 milliards, comparativement à des ressources financières de 4,3 milliards pour la même période en 2001-2002.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

| | mai | | d'avril à mai | |
|--|-------|------|---------------|-----------|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | (M\$) | | | |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 3 249 | -116 | 6 760 | 755 |
| Prêts, placements et avances | | | | |
| Sociétés d'État | 48 | 2 | 180 | 15 |
| Autres | -43 | 21 | -57 | 30 |
| Total | 5 | 23 | 123 | 45 |
| Comptes à des fins déterminées | | | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | 627 | 401 | 227 | 272 |
| Comptes de pension de retraite | -241 | -43 | -193 | -89 |
| Autres | 31 | -15 | 51 | -52 |
| Total | 417 | 343 | 85 | 131 |
| Autres opérations | 1 067 | 490 | -2 670 | -4 875 |
| Total des opérations non budgétaires | 1 489 | 856 | -2 462 | -4 699 |
| Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues) | 4 738 | 740 | 4 298 | -3 944 |
| Opérations de change | -295 | 20 | -137 | -648 |
| Solde financier net | 4 443 | 760 | 4 161 | -4 592 |

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

| | mai | | d'avril à mai | |
|---|--------|-------|---------------|-----------|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | (M\$) | | | |
| Solde financier net | 4 443 | 760 | 4 161 | -4 592 |
| Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts | | | | |
| Payables en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | -225 | 3 045 | 1 146 | -2 155 |
| Obligations d'épargne du Canada | -79 | -94 | -80 | -151 |
| Bons du Trésor | -300 | 3 700 | -1 000 | 8 000 |
| Autres | | -2 | | -2 |
| Total | -604 | 6 649 | 66 | 5 692 |
| Payables en devises | | | | |
| Obligations négociables | -1 576 | 0 | -1 576 | 0 |
| Billets et prêts | | | | |
| Bons du Canada | 1 360 | -211 | 870 | -194 |
| Billets du Canada | -63 | 0 | -173 | 0 |
| Total | -279 | -211 | -879 | -194 |
| Variation nette des emprunts | -883 | 6 438 | -813 | 5 498 |
| Variation de l'encaisse | 3 560 | 7 198 | 3 348 | 906 |

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif¹

| | 31 mars 2002 | 31 mai 2002 | variation |
|---|----------------|----------------|-------------|
| | | (M\$) | |
| Passif | | | |
| Créditeurs, charges à payer et provisions | 41 014 | 36 867 | -4 147 |
| Dette portant intérêt | | | |
| Régimes de retraite et autres comptes | | | |
| Régimes de retraite du secteur public | 127 209 | 127 120 | -89 |
| Régime de pensions du Canada (net des titres détenus) | 6 756 | 7 028 | 272 |
| Autres régimes de retraite et autres comptes | 7 454 | 7 402 | -52 |
| Total des régimes de retraite et autres comptes | 141 419 | 141 550 | 131 |
| Dette non échue | | | |
| Payable en dollars canadiens | | | |
| Obligations négociables | 293 865 | 291 710 | -2 155 |
| Bons du Trésor | 94 200 | 102 200 | 8 000 |
| Obligations d'épargne du Canada | 23 759 | 23 608 | -151 |
| Autres | 3 390 | 3 388 | -2 |
| Total partiel | 415 214 | 420 906 | 5 692 |
| Payable en devises | 27 033 | 26 839 | -194 |
| Total de la dette non échue | 442 247 | 447 745 | 5 498 |
| Total de la dette portant intérêt | 583 666 | 589 295 | 5 629 |
| Total du passif | 624 680 | 626 162 | 1 482 |
| Actif | | | |
| Encaisse et débiteurs | 14 796 | 16 430 | 1 634 |
| Comptes d'opérations de change | 52 119 | 52 767 | 648 |
| Prêts, placements et avances (nets des provisions) | 16 387 | 16 342 | -45 |
| Total de l'actif | 83 302 | 85 539 | 2 237 |
| Déficit accumulé (dette publique nette) | 541 378 | 540 623 | -755 |

¹ Selon un solde budgétaire de 6 milliards de dollars en 2001-2002.

Besoins financiers nets de 4,6 milliards de dollars en avril et mai 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale en devises pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, une baisse du niveau de ces réserves constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, les deux premiers mois de l'exercice 2002-2003 ont donné lieu à des besoins nets de 0,6 milliard de dollars au titre des opérations de change, comparativement à des besoins nets de 0,1 milliard pour la même période en 2001.

Étant donné un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars, des besoins nets de 4,7 milliards au titre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,6 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets pour avril et mai 2002 se sont élevés à 4,6 milliards, comparativement à des ressources nettes de 4,2 milliards pour la même période en 2001-2002.

Hausse de 5,5 milliards de dollars des emprunts nets en avril et mai 2002

Pour financer ces besoins financiers nets, le gouvernement a haussé de 5,5 milliards son encours de la dette contractée sur les marchés à la fin de mai 2002 et a majoré de 0,9 milliard ses encaisses pour les porter à 12,9 milliards de dollars. Le niveau des encaisses varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut varier sensiblement d'un mois à l'autre.

